



ÉDITORIAL

La réponse ne peut être que politique

PAR **FABIEN GAY**, DIRECTEUR DE L'HUMANITÉ

La période nous invite à garder notre sang-froid et à ne pas surréagir aux images passées en boucle sur les chaînes d'info en continu. La colère qui traverse le pays n'est ni neuve ni surprenante. Elle est la conséquence de presque dix ans de macronisme, dont les politiques ont dégradé les conditions de vie. La précarité et la pauvreté ont explosé au même rythme que les milliardaires ont suraccumulé les richesses. C'est un fait ! Le Covid et les tensions géopolitiques mondiales, la guerre qui tonne aux quatre coins du monde, le climat qui se dérègle plus vite encore que les marchés financiers, rajoutent de la tension et de l'anxiété. Toutes les mobilisations sociales, que cela soit celles des gilets jaunes, des syndicats, massives et populaires, ou d'autres plus restreintes sont aux mieux ignorées, voire moquées, quand elles ne sont pas réprimées violemment par un gouvernement à la dérive. Au mieux, vous gagnez une concertation qui ne débouche sur rien ou des annonces qui sont souvent inefficaces et jamais mises en place. Les agriculteurs comme les participants au grand débat national le savent mieux que quiconque.

La question de la démocratie et du dialogue est l'un des enjeux centraux. Ceux qui appellent actuellement au retour à l'ordre d'un air martial sont précisément les mêmes qui n'ont pas respecté le vote des élections législatives de 2024, qu'ils ont pourtant eux-mêmes déclenché. Ces mêmes élections qu'ils ont perdues, ce qui aurait dû les conduire à partir. Car le premier des principes républicains et démocratiques est de respecter le vote du peuple, qui souhaitait un changement. Au lieu de cela, ils sont restés en place, en

verrouillant le système pour continuer la même politique. C'est précisément dans ces moments-là que les colères éclatent, de partout, certes éparses et diffuses mais réelles.

Des agriculteurs qui en ont marre de ne pas vivre dignement du fruit de leur travail, en passant par les pompiers en colère qui attendent leurs Canadair ou bien encore les infirmiers lassés d'entasser des malades sur des brancards délabrés, et beaucoup d'autres souvent isolés, qui se désespèrent seuls le soir chez eux, se demandant comment ils vont faire le plein de la voiture pour aller travailler pour un salaire de misère.

Et puis, comme toujours, la jeunesse s'en est mêlée.

Les lycéennes et lycéens, de l'outre-mer à nos banlieues populaires, de la campagne aux beaux quartiers, nous ont réveillés. En dansant, en chantant, en imaginant des slogans peints sur des pancartes, ils sont venus rappeler au gouvernement qu'eux aussi se mêlent de la politique.

Instrumentalisés par personne, elles et ils revendiquent à partir de leur quotidien : manque de profs, manque de matériel, emplois du temps démentiels, Parcoursup et son algorithme froid qui décide de leur avenir. Ils et elles sont combattifs, déterminés et joyeux. La réponse du gouvernement ne s'est pas fait attendre : pas de moyens supplémentaires pour l'éducation, l'urgence est à acheter des bombes est à faire des économies sur tout le reste.

Alors le mouvement a pris de l'ampleur, les premiers blocages et manifestations ont eu lieu. La réponse répressive n'a pas tardé. Gazage, matraquage, nassage, yeux éborgnés, mains déchiquetées, mâchoires fracturées. Sur nos enfants. Huit mille gardes à vue pour 26 détentions provisoires. La politique du chiffre qui ne mène à rien, ne résout rien, fait peur à notre jeunesse et épuise les forces de l'ordre. Il faut d'ailleurs rendre hommage aux élus de gauche dans leur diversité, aux syndicalistes, enseignants, parents d'élèves, mobilisés depuis des semaines pour que les manifestations se déroulent dans les meilleures conditions et sans violences policières. Nos enfants n'ont rien à faire dans les commissariats, ils doivent être devant un professeur dans leurs classes, non surchargées.

Nos enfants n'ont rien à faire dans les commissariats, ils doivent être devant un professeur dans leurs classes, non surchargées.

Dans ce contexte, alors que les vacances commencent, la date du 17 octobre était connue depuis fort longtemps. Beaucoup imaginaient d'ailleurs une convergence des luttes, quasi inédite, entre mouvement de jeunesse, retour des gilets jaunes et présence de syndicalistes aguerris aux manifestations. Mais, au pays de Rousseau, Voltaire, de « mort aux vaches » de Brassens dans sa chanson *Hécatombe*, voir la police jouer à la brigade des pancartes et des slogans est désolant.

Il appartiendra au débat politique, aux commissions parlementaires d'interroger sur la doctrine du maintien de l'ordre qui a consisté pour les forces de l'ordre à matraquer, gazer et nasser la foule compacte de 800 000 personnes venues manifester et a laissé piller et casser, quelques centaines de personnes, des magasins ou centres administratifs.

Les scènes de chaos, de destruction ne profitent jamais au mouvement social. Ces scènes sont les alliées objectives du pouvoir, qui les utilise pour appeler au calme et à l'ordre. Les mêmes qui produisent le chaos social manient donc la matraque pour étouffer toute velléité de changement. C'est vieux comme le monde et, avant que l'émeute soit chantée par Renaud dans *Hexagone*, Victor Hugo lui-même disait d'elle qu'elle « *raffermit les gouvernements qu'elle ne renverse pas (...)* elle étire les muscles de la police ». Il faut garder de la lucidité. Oui, la colère est légitime, mais la casse ne résout rien, mis à part ruiner les commerçants, faire hésiter les hésitants qui ne veulent pas rejoindre le mouvement pour l'élargir et renforcer la bourgeoisie réactionnaire, qui, comme en juin 1968, n'attend qu'une chose : le

Les scènes de chaos sont les alliées du pouvoir. Les mêmes qui produisent le chaos social manient la matraque pour étouffer toute velléité de changement.

retour à l'ordre et à la sécurité, en votant très certainement Le Pen. Le président a lui-même choisi lors de son allocution, en prenant la parole pour ne rien dire, ce qui est tout un art, la stratégie du pourrissement. Soit le mouvement s'étouffe dans l'œuf, soit la colère se transforme en insurrection, lui permettant de surjouer le retour à l'autorité avec des armes toujours plus blessantes.

La seule réponse ne peut être que politique. À six mois de la présidentielle, le pouvoir en place est déjà délégitimé. Le roi est nu. Il ne peut ni ne doit laisser le pays s'enfoncer dans le désordre, ni agiter comme chiffon rouge « le chaos, c'est LFI » ou je ne sais quel groupuscule d'ultra-gauche, au risque que l'extrême droite rafle la mise. La seule réponse est de donner vie aux revendications sociales. Blocage des prix, taxation des superprofits, embauche de profs et plan d'urgence scolaire, abandon de Parcoursup... pour commencer. Bref un Canadaïre de mesures sociales, fiscales et écologiques pour éteindre la soif de justice, de liberté et d'égalité.

Les forces syndicales comme les mouvements de gauche qui se tiennent à leurs côtés doivent continuer à se parler, à échanger pour construire la victoire de ce premier tour social. ●

